



Appel de l'Assemblée Générale des adhérents du SNUDI FO 95 – 6 octobre 2020

- **Rétablissement de tous les droits démocratiques et sociaux remis en cause**

L'assemblée générale du SNUDI FO 95 dénonce **le cynisme, les incohérences et les mensonges répétés du ministère comme du gouvernement.**

Après le confinement du printemps et les plus de 30 000 morts du covid, au lieu de rétablir en urgence les moyens et les lits dans les services hospitaliers (quasiment 7 600 lits ont été supprimés en deux ans...), le gouvernement choisit au contraire de déprogrammer une partie des interventions chirurgicales « hors covid ». La santé des Français n'est clairement pas sa préoccupation première. Dans le même temps, le gouvernement déverse des milliards d'euros aux entreprises qui licencient à tour de bras.

De plus, la situation sanitaire est prétexte pour le gouvernement à remettre en cause de nombreux droits démocratiques, notamment le droit de manifester garanti par la Constitution. Ainsi, les récentes annonces du gouvernement pouvant limiter, par exemple à 30 personnes voire moins, le nombre de participants aux réunions et rassemblements, dans la plupart des départements (tout cela dans un contexte où des milliers de classes accueillent chacune souvent plus de 30 élèves) constituent une étape supplémentaire inacceptable dans la remise en cause des libertés démocratiques élémentaires.

Avec la confédération FO, l'assemblée générale du SNUDI FO 95 demande l'arrêt des lois d'exception pour motif « sanitaire ».

Quant à la situation sanitaire dans les écoles, l'assemblée générale du SNUDI FO 95 condamne :

- **le choix délibéré des autorités de l'éducation nationale de ne pas fournir gratuitement des masques FFP2**, les seuls protecteurs en filtration Covid pour les personnels (les masques tissus et chirurgicaux laissant passer toutes les molécules virales), c'est donc ici un choix délibéré budgétaire de fournir des masques non protecteurs et même toxiques. Comme le précisent les notices d'emballage des masques blancs tissus comme chirurgicaux : "*ceci n'est pas un Équipement de Protection Individuelle, ceci ne protège pas des infections virales ni infectieuses*". De plus, les masques blancs en tissu contiennent une application de sulfates de cuivre et d'argent en non-conformité avec l'autorisation de contact direct avec la peau. https://data.over-blog-kiwi.com/0/71/81/04/20200924/ob_f9d79d_analyse-fo-masques-en-tissu-educatio.pdf
Le gouvernement bafoue ouvertement le droit du travail : obligation de fournir un EPI réellement protecteur, interdiction de fournir du matériel toxique.
- **la mystification des protocoles « sanitaires » allégés ou non**, dans les écoles et établissements scolaires, au moment même où le gouvernement prend des mesures drastiques dans de nombreux espaces publics...

- **Abandon définitif des contre-réformes et augmentation générale des salaires !**

La **réforme des retraites** est encore dans les cartons : **l'assemblée générale en exige l'abandon pur et simple.**

L'AG exige l'abrogation définitive du jour de carence. C'est une mesure de santé publique.

La loi dite de **transformation de la fonction publique** est mise en œuvre depuis septembre 2019, privant en particulier les personnels du droit à être représenté par les représentants de leur syndicat pour les opérations de mutations, puis de promotions à partir de 2021. **L'assemblée générale du SNUDI-FO 95 demande l'abrogation de cette loi et le maintien des CHS-CT.**

L'austérité salariale est confirmée par l'annonce de la poursuite du gel du point d'indice pour 2021. L'AG rappelle que les personnels hospitaliers ont arraché en juillet une augmentation de 49 points d'indice, soit **183 euros net mensuel pour tous**. Cette victoire est un point d'appui pour tous les salariés. L'assemblée générale exige cette **même augmentation indiciaire pour commencer et sans contrepartie, avant une augmentation effective de 20% du point d'indice** pour compenser les pertes subies depuis 2000.

- **Conditions de travail et revendications des personnels**

La **proposition de loi Rilhac sur la direction d'école**, loin de répondre aux revendications des personnels en termes de décharges statutaires, de rémunération, de diminution des tâches et des responsabilités, tend vers la création d'un statut de supérieur hiérarchique des professeurs des écoles et des AESH dans le cadre d'une école autonome et territorialisée. **L'assemblée générale exige l'abandon définitif de cette proposition de loi.**

Les **conditions de rentrée des AESH** sont également catastrophiques. Les mutualisations se poursuivent dans le cadre du **déploiement des PIAL**. Les AESH sont déplacés comme des pions au gré des manques et des besoins, tout cela engendrant des démissions et des embauches encore plus difficiles : c'est inacceptable ! En effet, partout les personnels AESH manquent et de nombreux élèves se retrouvent sans accompagnement ou avec moins d'accompagnement que les années précédentes.

L'assemblée générale exige la satisfaction des revendications fondamentales pour les AESH : un vrai statut, une vraie formation, un vrai salaire afin d'assurer un recrutement suffisant en personnels.

L'inclusion systématique à marche forcée dans les écoles peut être maltraitante pour tous. C'est pourquoi, l'AG du SNUDI FO exige le maintien de toutes les structures spécialisées.

L'assemblée générale revendique la baisse des effectifs dans toutes les classes et la création ou recrutement des postes nécessaires manquants (remplaçants, postes spécialisés, infirmières et médecins scolaires...)

Concernant la **formation continue par « constellations »**, l'assemblée générale appelle les enseignants à prendre position collectivement pour **refuser ce dispositif** et à saisir le SNUDI FO en cas de pression.

L'assemblée générale approuve le mandat que s'est donné notre confédération FO le 24 septembre de soumettre aux autres confédérations un projet de mise en garde adressé au gouvernement et au patronat : « Ni les salariés ni leurs organisations syndicales ne peuvent accepter davantage que les emplois, les salaires et les garanties collectives soient systématiquement sacrifiés au prétexte de la crise sanitaire pendant que des milliards d'euros sont déversés, à guichets ouverts, dans la trésorerie des grandes entreprises sans aucune contrepartie ou obligation. De même, les salariés et leurs organisations syndicales ne peuvent accepter davantage que les réformes des retraites et de l'assurance chômage restent à l'ordre du jour. L'heure est à la préparation urgente du rapport de force interprofessionnel ».

L'assemblée générale appelle les personnels à rejoindre le SNUDI FO !



Snudi
FO
95

FNEC FP
FO